

**DÉTENTIONS LIÉES AUX ATTENTATS
DU 11 SEPTEMBRE 2001**

**Il faut mettre fin au scandale en matière de
droits humains que constituent Guantánamo
et d'autres lieux de détention**

Index AI : POL 30/017/2004

ÉFAI

Dimanche 11 avril 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

*« Je suis comme un animal en cage.
Personne ne m'a demandé si j'étais un
humain. »*

Un ancien détenu de Guantánamo Bay.

Sanaa (Yémen) – Les gouvernements doivent cesser de s'en prendre à des droits qu'ils avaient promis de défendre, a déclaré Amnesty International dimanche 11 avril 2004, à l'issue d'une conférence de deux jours sur l'impact de la détention illégale des prisonniers de Guantánamo et des autres personnes détenues après le 11 septembre dans la région du Golfe.

« La situation à Guantánamo Bay est un véritable scandale en matière de droits humains; elle a des répercussions importantes dans le monde entier, a déclaré Javier Zuniga, directeur général à Amnesty International. Cette politique nous fait avancer vers un monde dans lequel des détentions arbitraires ne pouvant être remises en question deviendront acceptables. »

Les conditions très dures de détention des prisonniers de Guantánamo Bay ont eu des conséquences importantes pour leurs communautés et leurs familles, notamment pour des femmes et des enfants n'ayant pas la parole et dont les droits doivent également être reconnus et respectés, ont déclaré les participants. De la même manière, la détention arbitraire et illégale de milliers de personnes dans de nombreux pays du Golfe représente un défi majeur au principe de la primauté du droit et constitue une trahison des principes fondamentaux relatifs aux droits humains.

Cette conférence était la première à rassembler des proches de détenus du Golfe, des organisations de défense des droits humains, des avocats du Moyen Orient et du monde entier, ainsi que des militants et des membres d'organismes de la société civile. Elle était organisée conjointement par Amnesty International et par l'Organisation nationale de défense des droits humains et

des libertés fondamentales (HOOD) au Yémen les 10 et 11 avril.

« Le progrès et la civilisation ne peuvent se mesurer uniquement à l'aune du progrès scientifique, technologique et militaire. On doit les mesurer en tenant compte de la conscience humaine, du degré de désapprobation face aux violations des droits humains et des efforts réalisés pour mettre un terme aux souffrances humaines », a déclaré Amat al Alim al Soswa, ministre yéménite en charge des droits humains, dans son discours d'ouverture de la conférence le samedi 10 avril.

Priver les détenus de toutes les garanties d'une procédure régulière et même de leur droit fondamental au respect des normes les plus élémentaires en matière de droits humains constitue un scandale sans précédent, est-il écrit dans un document rendu public à la fin de la conférence. *« En tant que défenseurs des droits humains, nous croyons avant tout que chaque femme, chaque homme et chaque enfant possède des droits inhérents à sa condition humaine. »*

Le document intitulé *L'Appel de Sanaa* critique les abus engendrés par les mesures de sécurité hâtives, adoptées par de nombreux gouvernements après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui se sont traduites par *« une crise des droits humains menaçant l'ensemble des peuples. »*

L'appel, adressé au gouvernement des États-Unis et à celui des pays de la région du Golfe, demande que soit mis fin à la situation de flou juridique dans laquelle se trouvent tous les détenus, notamment ceux retenus dans des lieux tenus secrets ; il demande aussi que les détenus soient autorisés à contacter librement un avocat, un médecin de leur choix, des membres de leurs familles et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

« Les gouvernements doivent veiller à ce que toutes les personnes détenues soient inculpées et jugées lors de procès conformes aux normes d'équité ou remises en liberté.... Ils doivent veiller à ce que les détenus soient traités humainement et mettre un terme aux retours forcés de ressortissants étrangers vers des pays dans lesquels ils risquent de graves violations de leurs droits humains », est-il écrit dans l'appel.

Les participants ont également appelé les gouvernements à veiller à la stricte application des normes relatives aux droits humains lors de toute coopération entre États en matière de sécurité et de formation à la sécurité. Ils ont aussi demandé qu'Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains aient accès à la fois aux détenus et aux

responsables des bases de Guantánamo Bay et de Bagram et des autres lieux de détentions tenus secrets.

« *Le fait que des personnes soient détenues à Guantánamo Bay, à Cuba et à Bagram, en Afghanistan, sans qu'il y ait eu procédure régulière constitue une menace grave pour toutes nos libertés*, a déclaré Terry Waite, défenseur des droits humains et ancien otage. *Les droits humains internationaux sont le fruit d'une longue et difficile bataille qui s'est étendue sur plusieurs années. Je remercie Dieu de l'existence d'organisations comme Amnesty International, qui refusent de voir ces droits disparaître en cette période de notre histoire mondiale* ».

La communauté internationale doit également veiller à ce que les mécanismes des Nations unies pour la défense des droits humains soient mis en œuvre de toute urgence pour traiter de l'abrogation de normes fondamentales en matière de détention et de traitement des personnes à Guantánamo Bay, à Bagram et dans les autres lieux de détention tenus secrets, précise l'appel.

Les organisations non gouvernementales et la société civile doivent faire pression sur les gouvernements pour que ceux-ci revoient leur législation en matière de sécurité en se basant sur les normes du droit international relatif aux droits humains, pour qu'ils essaient de faire respecter les droits fondamentaux de leurs propres ressortissants détenus à Guantánamo Bay et pour qu'ils soutiennent et relaient cet appel.

Elles doivent également engager des actions pour informer les populations des obligations existantes en matière de droits humains et pour créer et soutenir un mécanisme permettant à des avocats et des juristes de la région de partager des informations et de coordonner leurs efforts concernant les recours légaux des détenus.

« *Nous, les familles, avons besoin de vous*, a déclaré Khaled al Odah, dont le fils Fawzi al Odah est détenu à Guantánamo depuis deux ans. *Organiser des conférences comme celle-ci permet de maintenir le dossier ouvert et présent à l'esprit de la communauté internationale.* » ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>